



Privatisations, chômage, Ça suffit !

Mardi, l'Assemblée nationale vote la loi de fusion GDF-Suez, c'est-à-dire la privatisation de GDF. Les députés de l'UMP ont surmonté leurs états d'âme pour renier leur engagement, il y a deux ans, de garantir que la participation de l'Etat au capital de GDF ne descendrait pas en dessous de 70%. La montagne de papier des amendements du Parti socialiste et du Parti communiste était bien impuissante à leur faire obstacle. Comment la gauche pourrait-elle s'opposer de façon efficace et cohérente au projet de la droite alors qu'elle a, elle-même, quand elle était au pouvoir, décidé l'ouverture du secteur de l'énergie au marché et à la concurrence ? La seule façon de contester la politique de la droite et du patronat est de se mobiliser, comme l'ont fait les salariés d'EDF, pour contester la logique du marché capitaliste qui sacrifie les intérêts de tous, à ceux d'une minorité.

LE CHOMAGE AUGMENTE

La conséquence de cette privatisation sera, pour les consommateurs, la hausse des prix, déjà largement entamée, et, pour les salariés, des licenciements. Les deux pour satisfaire les appétits des actionnaires. Toute l'industrie est aujourd'hui mise sous pression pour diminuer les coûts.

Peugeot (PSA) vient d'annoncer 10 000 suppressions de postes : 8000 en France, dont 5000 licenciements de CDD et 3000 retraites anticipées. Dans l'industrie du verre, 7000 suppressions d'emplois sont prévues d'ici à 2008. Airbus vient de décider un nouveau plan d'économies, dont les syndicats estiment qu'il dépassera le milliard d'euros par an pendant quatre ans au moins. Déjà les salariés de la sous-traitance en font les frais.

Le même phénomène touche de nombreuses entreprises dans le pays où se succèdent les plans sociaux, les vagues de licenciements.

Le gouvernement, qui se vantait que sa bataille pour l'emploi donnait des résultats, a du mal à le reconnaître, mais les faits sont là : malgré l'augmentation des petits boulots, des CNE, de la précarité, malgré les radiations,

le chômage augmente à nouveau. Comment s'en étonner quand on sait que le nombre de licenciements augmente à nouveau ?

ASSEZ DE SUBVENTIONS À FONDS PERDUS

Comment pourrait-il en être différemment alors que le gouvernement donne l'exemple. Le budget 2007 prévoit la suppression de 15 000 postes de fonctionnaires dont plus de 9000 dans l'Education nationale. Il prétend vouloir réduire le déficit budgétaire, mais ce ne sont pas les fonctionnaires qui créent ce déficit, mais bien les mille et une subventions de l'Etat aux patrons. Parmi celles-ci, les exonérations de charges sociales sous prétexte d'encourager les embauches sont particulièrement scandaleuses. Après que le gouvernement ait décidé une rallonge de 3 milliards d'euros, elles représentent plus de 25 milliards d'euros, soit une augmentation de 217% par rapport à 1999 !

Les patrons empochent l'argent, mais n'embauchent pas plus.

PRENDRE SUR LES PROFITS

Ainsi, les profits des entreprises sont, pour citer la Banque de France, à " leur plus haut niveau depuis des décennies ". Les salaires, eux, n'ont quasiment pas bougé. Les inégalités se creusent, la pauvreté progresse, la vie dans les quartiers et les cités se dégrade. Les financiers investissent plus dans des opérations boursières ou spéculatives que dans l'industrie ou pour développer les services.

C'est cette logique de régression sociale qu'il faut rompre. Les entreprises, comme l'Etat, sont dirigées au seul bénéfice des actionnaires, des riches. La société marche à l'envers, la population travaille pour enrichir les riches au lieu de travailler pour satisfaire les besoins de la collectivité.

Il y a urgence à remettre les choses sur leurs pieds.

Le 02/10/06

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :